

## LES 18ES CONTROVERSE EUROPEENNES DE MARCIAC

### L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?

Les 1<sup>er</sup> et 2 août 2012, à Marciac (Gers)

---

TABLE RONDE

#### QUI SONT LES NOUVEAUX CONSERVATEURS ?

Table ronde avec **Jean-Jacques DELMAS**, agriculteur, **François PURSEIGLE**, sociologue, **Jean-Louis RASTOIN**, agroéconomiste, **Arie VAN DEN BRAND**, Président du Groupe de Bruges.

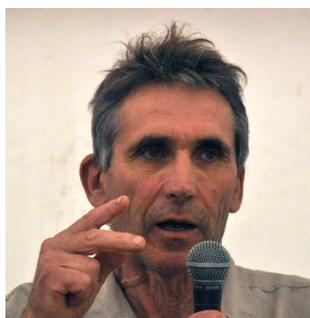
[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

Mission Agrobiosciences  
Enfa BP 72 638  
31 326 Castanet-Tolosan



---

## INTERVENANTS



**Jean-Jacques Delmas.** Agriculteur depuis les années 70, après avoir été professeur d'éducation physique, Jean-Jacques Delmas dirige, avec son épouse, dans le Gers, une exploitation en pluriactivité (vaches laitières, moutons, céréales...) en agriculture biologique. Dans une interview accordée à la Mission Agrobiosciences, il expliquait ne plus se reconnaître dans aucun discours syndical ou politique aujourd'hui... (*Les agriculteurs à hue et à dia*, juin 2011, émission radiophonique "Ça ne mange pas de pain !").



**François Purseigle.** Maître de conférences en sociologie à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (INP-Ensat) et chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po-Paris, François Purseigle s'intéresse aux formes d'exercice, d'organisation et de gestion du métier d'agriculteur mais aussi à l'engagement et au comportement politique et syndical de la profession. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « *Les Mondes agricoles en politique : de la fin des paysans au retour de la question agricole* » (Presses de Sciences Po, juin 2010) dirigé avec Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, et Jacques Rémy.



**Jean-Louis Rastoin.** Agronome et économiste, professeur émérite à Montpellier SupAgro, Jean-Louis Rastoin est le directeur et l'initiateur de la Chaire Unesco et du réseau Unitwin en Alimentations du monde. Parmi les ouvrages qu'il a publiés ou dirigés, citons, avec Gérard Gherzi, « *Le système alimentaire mondial : concept, méthodes, analyses et dynamiques* » publié aux éditions Quae, en novembre 2010.



**Arie Van den Brand.** Néerlandais, ancien député écologiste (Green left), Arie Van den Brand est le président du groupe de Bruges. Fondé en 1995 suite à la dissolution du groupe de Seillac, ce think tank européen est dédié à l'agriculture et aux politiques agricoles et de développement rural européennes.

---

## TABLE RONDE

### QUI SONT LES NOUVEAUX CONSERVATEURS ?

**Mission Agrobiosciences (MAA).** Dans le prolongement de nos échanges sur la notion de modernité, il nous semblait pertinent, comme en effet miroir, de décortiquer celle de conservatisme. Il faut dire que, depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, l'agriculture est porteuse d'une image conservatrice, au sens premier du terme qui désigne « *le gardien des droits et des privilèges* ». Ainsi, à tort ou à raison, elle est pensée comme la gardienne d'une tradition, d'une ruralité menacée.

Depuis quelques années, d'autres acceptations du terme émergent. Un exemple parmi d'autres extrait d'un rapport de la FAO de 2002 sur « *l'éthique alimentaire et agricole* »<sup>1</sup>. Le groupe d'experts à l'origine de ce rapport explique que, dans un souci d'accroissement de la production agricole, il faudra probablement avancer sur deux voies parallèles « *en établissant une distinction entre deux types différents d'agriculteurs : l'agriculteur-producteur et l'agriculteur-conservateur.* » Le premier étant, de manière très schématique, représenté par de grandes unités de production spécialisées à fort capital, tandis que le second correspondrait à la figure du « *petit exploitant (...) pratiquant une agriculture plus traditionnelle* » à même de préserver la biodiversité et de respecter les savoir-faire locaux.

Des considérations qui nous invitent à explorer toutes les facettes du conservatisme et les figures des nouveaux conservateurs. Finalement, ces derniers sont-ils ceux que l'on croit ? Et les conservatismes se nichent-ils là où on le pense a priori ?

#### *La pire et la meilleure des choses*

**MAA. Dans le domaine de l'agriculture, que vous évoque spontanément les termes de conservatisme et de conservateur ?**

**Jean-Jacques Delmas.** Ces termes peuvent être entendus de bien des manières. Tout d'abord, j'ai beaucoup apprécié le témoignage de l'APAD sur

---

<sup>1</sup> [http://www.fao.org/ethics/exp\\_fr.htm](http://www.fao.org/ethics/exp_fr.htm)

l'agriculture de conservation<sup>2</sup>, démarche à laquelle j'adhère en grande partie. Elle indique de nouvelles voies à explorer pour bon nombre d'agriculteurs. Lorsque nous nous sommes installés mon épouse et moi-même dans le Gers, nous avons rapidement compris que la nature des sols de notre exploitation appelait d'autres modes de gestion. Alors que bon nombre d'agriculteurs gersois cultivent du maïs et l'irriguent, nous avons opté pour d'autres cultures et d'autres pratiques, avec des systèmes mobilisant des légumineuses telles que la luzerne, etc. Ces systèmes ne sont pas nouveaux ; ils sont hérités du passé. Sommes-nous pour autant des conservateurs ? Oui si l'on considère les choses sous l'angle de la conservation d'un patrimoine biologique et humain. D'un autre point de vue, on peut penser que le conservatisme se trouve plutôt du côté de l'agriculture conventionnelle. Face aux tensions croissantes sur la gestion des ressources en eau comme aux dégâts engendrés par l'agriculture conventionnelle, ne devons-nous pas rompre avec les modèles établis et nous engager dans une autre voie ? En posant ces questions, j'ouvre le champ à plusieurs possibilités...

**Jean-Louis Rastoin.** C'est, pour moi, un grand plaisir de participer à ces Controverses, qu'on qualifie souvent de laboratoire de pensées utopiques mâtinées de pragmatisme rural. Pour répondre à votre question, je ferai appel à la mythologie romaine et à la figure, bien connue, de Janus<sup>3</sup>. De mon point de vue, tout comme Janus, le conservatisme revêt deux faces opposées. La première, sombre, serait, en forçant un peu le trait, le conservatisme politique marqué par la préservation des droits et des privilèges. Or ces derniers résultent souvent d'inégalités ou

---

<sup>2</sup>« *L'agriculture de conservation, une technicité désavouée* », témoignage de Gérard Rass, Secrétaire général de l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable (APAD).

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3447](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3447)

<sup>3</sup> Dieu de la mythologie romaine, représenté par deux faces opposées.

de rapports de force. De nombreux exemples d'inégalités existent en agriculture, tels que la répartition du droit foncier qui engendre d'énormes disparités dans le monde paysan ou encore la privatisation, croissante, des ressources génétiques et de leur exploitation. En tant qu'économiste, je citerai également le paradigme des marchés qui constitue un autre exemple, peut-être plus subtil, de conservatisme. En effet, cela a été dit dans l'un des cercles d'échange, ce paradigme ne s'applique que très imparfaitement aux produits agricoles et alimentaires.

Venons-en à la face claire, celle qui est éclairée par les Lumières comme l'a signalé Olivier Assouly<sup>4</sup>. Aussi surprenant que cela puisse paraître, cette face, tournée vers l'avenir, correspond bien à la définition donnée de la modernité, c'est-à-dire la capacité à évaluer les risques d'une situation et à amorcer les changements nécessaires pour limiter lesdits risques. Je songe au conservatisme entendu comme une gestion patrimoniale des ressources naturelles – la terre, le sol, l'eau, la biodiversité – pour contribuer à prévenir les crises. Cette acceptation peut être étendue à l'alimentation. Dans ce cadre, il s'agit de préserver la qualité et la diversité des productions ancrées dans les territoires et à fort contenu social. Nous avons la chance de posséder, en Europe, un dispositif institutionnel qui autorise cette préservation : les indications géographiques. En définitive, le conservatisme, c'est comme la langue d'Esopé : ce peut être la pire ou la meilleure des choses.

### *Génération décomplexée*

**MAA. François Purseigle, vous vous intéressez, entre autres choses, à l'engagement politique et syndical des agriculteurs. Que vous évoque, dans cette perspective, cette notion de conservatisme, y compris sous ses accents électoralistes ? A l'occasion des dernières élections présidentielles, on a beaucoup parlé du vote des agriculteurs en faveur de l'extrême droite...**

**François Purseigle.** C'est, finalement, une question nouvelle en agriculture. Si l'on perçoit

aujourd'hui les agriculteurs comme conservateurs et résistants au changement, peut-être est-ce parce qu'ils ont pensé ce changement. N'oublions pas que l'histoire de la profession est marquée par la rupture qu'elle a opérée avec les conservatismes ambiants de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du début du 20<sup>ème</sup>. Cette rupture s'articule autour de trois composantes. La première, souvent évoquée, est d'ordre technique : l'agriculteur était moderne car technicien. Cette technicité passait par la construction et la diffusion de modèles de production mais aussi sociaux. Il s'agissait en effet avec ce projet de modernisation, de conquérir la parité sociale, de se mettre au diapason des sociétés industrielles qui se sont développées après la seconde guerre mondiale. Cette quête sociale constitue la deuxième composante. Enfin, ce projet modernisateur s'est incarné dans la mise en place d'une multitude d'organisations professionnelles. L'agriculteur était d'autant plus moderne qu'il participait à des actions collectives de groupe. Telle est d'ailleurs la source de la légitimité politique – inégalée – de cette profession. On pense souvent que la modernité est l'accès à l'individualité, mais cette dernière n'a pas de poids que parce qu'elle est portée par un groupe. C'est bien lui qui garantit la liberté individuelle. Cette dimension collective est l'une des pierres angulaires du processus de modernisation et de rupture avec les conservatismes.

Aujourd'hui, on se trouve dans une situation différente. Si l'on regarde, comme vous le suggérez, le comportement électoral de ce groupe, on remarque une forme de basculement. Alors que les agriculteurs se distinguaient par leur grande réticence à l'égard des conservatismes contre lesquels il se sont battus, comme des thèmes portés par la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite, 22% d'entre eux ont voté pour Jean-Marie Le Pen en 2002. Auparavant, ce pourcentage n'excédait pas 10%. Comment l'expliquer ? D'un côté, on peut souligner l'érosion des liens qui structuraient ce groupe social. Mais on peut également mentionner ce paradoxe : chez les agriculteurs de plus de 40 ans, les thèses de l'extrême droite ont du mal à percer. Ce sont surtout les jeunes générations qui sont décomplexées à l'égard des positions des mouvements ultra-conservateurs. D'une certaine manière, ils ont conquis la parité sociale avec tout ce que cela comporte.

---

<sup>4</sup> « L'agriculteur moderne doit passer de la figure du prolétaire à celle de l'"amateur" », dialogue entre le philosophe Olivier Assouly et l'économiste Hélène Tordjman.

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3435](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3435)

## *La modernisation écologique est en marche*

### **MAA. Comment est entendue cette notion aux Pays-Bas ?**

**Arie Van den Brand.** C'est une question compliquée. Précisons d'emblée que les Pays-Bas sont un pays très urbanisé, à forte densité de population, et que ce sont les modèles très intensifs qui prévalent en agriculture et en horticulture. Autre singularité notable : 35% de la population urbaine est membre d'une association ou d'une ONG environnementale, ce qui vous donne une idée du poids politique des mouvements écologistes.

Où en sommes-nous sur cette question de la modernité et du conservatisme ? La première chose importante est que nous nous situons dans une période de transition de nos modèles agricoles et agroalimentaires. Depuis 20 ans, ceux-ci s'articulaient autour de deux notions, d'un double P : *people and profit*. Désormais, une autre dimension s'impose : *the planet*. Aux Pays-Bas, la modernisation écologique est en marche. Peut-être ce mouvement est-il facilité par notre bain culturel et historique, plus enclin à favoriser les démarches entrepreneuriales que la culture française. Quoi qu'il en soit, la transition est amorcée. Un exemple parmi d'autres. Vous connaissez tous le groupe Heineken. Récemment, ce célèbre brasseur s'est engagé, avec une quarantaine d'agriculteurs néerlandais, à mettre en place une filière de production d'orge durable<sup>5</sup>. Dans les années 60-70, les paysans suivaient un plan de développement ; maintenant, ils respectent des plans de développement durable.

Il faut dire que l'influence de la société civile est très importante aux Pays-Bas. Il s'agit du second élément notable : le modernisme, en agriculture, n'est plus défini par le monde agricole mais par le monde urbain. Le droit des paysans à produire est un droit octroyé par la société ! Cela transparait notamment autour des débats sur le

---

<sup>5</sup> Le groupe a par exemple lancé un programme « Skylark », défini comme « *une approche partenariale avec des agriculteurs néerlandais, reposant sur la recherche d'une agriculture durable à partir de dix indicateurs et d'un plan d'actions.* » Rapport Développement Durable de Heineken France, 2009.

<http://www.developpementdurable.heinekenfrance.fr/donnees/pdf/rapportDD2009.pdf>

bien-être des animaux, question primordiale aux Pays-Bas. Comme au Danemark, celle-ci figure en tête de l'agenda politique et influence considérablement l'orientation de l'agriculture. Elle supplante même certains "clivages" : il existe ainsi des groupes d'agriculteurs bio et conventionnels qui réfléchissent à l'élaboration de nouvelles étables plus respectueuses du bien-être des animaux. A l'inverse, la construction de méga-étables dans les secteurs bovin et porcin, avec des capacités pouvant aller jusqu'à 1000 bêtes, a fait l'objet de vifs débats parlementaires quant à l'acceptabilité de ce type d'élevage.

Je terminerai avec un dernier exemple. Vous connaissez tous les paysages des Pays-Bas, ces vastes prairies où paissent de paisibles vaches, ainsi que l'illustrent les peintures du 17<sup>ème</sup> siècle. Avec l'industrialisation des pratiques d'élevages, les animaux sont de plus en plus souvent à l'étable, et de plus en plus rarement dans les champs. Conséquence : les paysages s'en trouvent modifiés, ce qui n'est pas du tout du goût des citoyens. Pour contrebalancer le phénomène, deux coopératives ont créé un système de bonus financier pour les éleveurs qui conduisent régulièrement leurs troupeaux aux prés. C'est dire tout le poids de la société civile...

**Jean-Jacques Delmas.** Je voudrais réagir en partageant une expérience de terrain. Je me suis retrouvé en conflit sur diverses positions notamment en ce qui concerne l'agriculture biologique. Il y a de cela quelques années, plusieurs ouvrages ou documentaires ont avancé l'idée que l'agriculture biologique pouvait nourrir la planète entière et se substituer à l'agriculture conventionnelle. En tant que producteur bio, ce type de discours a commencé à me poser des problèmes de crédibilité vis-à-vis de la population, des commissions... Car, on le sait, les niveaux de rendement entre l'AB et l'agriculture conventionnelle ne sont pas équivalents. On ne peut donc pas prétendre nourrir tout le monde. Entendons-nous bien : je ne dis pas que l'agriculture conventionnelle est la solution, loin de là. Ce que je déplore, c'est l'utilisation de pseudo-vérités qui, finalement, desservent une idée plus qu'elles ne la portent.

## *Nous sommes tous formatés*

**MAA. Fort de ces analyses, où se nichent les conservatismes ? Par quoi sont-ils alimentés ?**

**Jean-Jacques Delmas.** Je pense que notre éducation, notre bain culturel quel qu'il soit, entretient les conservatismes. Tel un moule duquel il est difficile de s'extraire sans se faire des ennemis ou s'isoler. De manière plus générale, la société, de part son fonctionnement, le poids des normes, favorise ce formatage. Dans nos sociétés occidentales, toutes dédiées au confort et à la défense d'un certain style de vie, la prise de risque ou le changement ne sont guère valorisés.

Sur cette question du formatage, Gérard Rass, de l'APAD, évoquait précédemment le cas des Mesures agro-environnementales (MAE) en disant que celles-ci étaient pensées « *pour des systèmes normés, connus, standardisés* ». Je rejoins son point de vue : ces mesures existent en agriculture biologique et elles posent de réels problèmes. Elles nous inscrivent dans un cadre rigide qui contraint la conduite des exploitations. Pire, elles ont été imposées à tous par l'agriculture conventionnelle, au nom de la fuite des nitrates, de la réduction des pesticides, etc, alors que l'agriculture biologique n'y est pour rien ! On se retrouve dans une situation totalement paradoxale...

Enfin, on peut poser la question des relations intersyndicales. J'ai connu plusieurs organisations – les CNJA<sup>6</sup>, la confédération paysanne – mais aussi les GAB, les groupements d'agriculteurs biologiques. Partout, on rencontre le même conformisme comme si le changement risquait de mettre à mal le dénominateur commun nécessaire à toute entente et de faire voler en éclat le groupe. Conséquence : chacun reste sur ses positions ; rien ne bouge...

## *Minoritaires et isolés*

**MAA. François Purseigle, vous nous avez expliqué que le monde agricole a été en rupture les conservatismes de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du début du 20<sup>ème</sup>. Quelles sont, dès lors, les sources du conservatisme actuel ?**

**François Purseigle.** J'aimerais vous faire part d'une réflexion que nous menons avec Bertrand Hervieu, dont l'essence tiendrait dans ce terme :

---

<sup>6</sup> Centre national des jeunes agriculteurs.

basculement. En l'espace d'une cinquantaine d'années, le monde agricole a profondément changé. Sans entrer dans le détail, on peut souligner ceci : si hier les agriculteurs constituaient la majorité du corps social, ils sont désormais minoritaires. On pourrait croire qu'en s'amenuisant, ce corps social allait s'homogénéiser. Fait paradoxal, loin d'être uniforme, le monde agricole est pluriel. Eclaté, segmenté, clivé sont quelques-uns des termes utilisés pour qualifier ce dernier, face à l'élargissement des modes de vie comme des revenus.

Pour autant, des points de convergence existent. Ainsi, ce passage d'une majorité à une minorité, ce basculement complètement atypique dans la société française est à l'origine du sentiment d'isolement qui traverse aujourd'hui la profession. Il n'est pas étranger non plus à la crainte de l'amenuisement, de la disparition des agriculteurs, ou encore à la peur du déclassement. Cette dernière est réelle : les agriculteurs redoutent de perdre la position sociale acquise pendant la modernisation, alors même qu'il n'y a pas nécessairement de déclassement en agriculture, du moins pas dans tous les secteurs.

Tout ceci contribue à consolider un ancrage du monde agricole à droite, de même qu'il explique la forte pénétration des thèses de l'extrême droite au sein les jeunes générations.

Je terminerai par cette remarque. Nous l'avons dit, les mondes agricoles sont pluriels dans leurs pratiques, leurs attentes, leurs modes de vie... Dans cette perspective, ne doit-on pas inventer de nouveaux dispositifs pour penser la co-existence de tous ces modèles ? Jusqu'à présent, il est clair que les organisations comme les décideurs publics ont montré leur incapacité à penser cette co-existence.

## *L'agro-industrie ?*

### *Un modèle conservateur*

**MAA. Poursuivons avec Jean-Louis Rastoin, spécialiste des questions alimentaires et de gouvernance des filières. On parle beaucoup depuis tout à l'heure des agriculteurs eux-mêmes. Finalement sur cette question des conservatismes, ne faudrait-il pas un peu élargir notre horizon ?**

**Jean-Louis Rastoin.** Effectivement. Pour vous répondre, je ferai appel aux propos de Louis

Malassis, économiste et fondateur d'Agropolis. Ce dernier disait deux choses, toujours d'actualité. Tout d'abord, l'agriculture reste et restera la racine du système alimentaire quels que soient les modes de production choisis, aussi futuristes soient-ils que les fermes verticales. La seconde chose que l'on peut rappeler est qu'il n'y a pas d'explication agricole à l'agriculture. Comprenez : la société dans son ensemble oriente l'activité agricole, en ce sens que cette dernière est insérée entre, en amont, l'agrofourriture et en aval, l'industrie alimentaire, la distribution et le consommateur. Prenons le cas de la sécurité alimentaire qui agite grandement les milieux intellectuels et politiques. Cette problématique ne pourra être résolue que par une approche systémique, impliquant un découplage sectoriel ; une approche strictement agricole est, d'avance, condamnée à l'échec. A la lumière de ces considérations, la réponse à votre question est très claire : les conservatismes se nichent tout autant dans le monde agricole que dans son environnement.

Quel est-il, cet environnement ? Si l'on se penche sur l'histoire récente du système alimentaire, on constate que, depuis un peu moins d'un siècle en Amérique du Nord, soixante ans en Europe ou au Japon, et dix ans dans les pays émergents, le modèle agro-industriel tend à devenir hégémonique, à se diffuser et à s'implanter un peu partout à la surface du globe. Du côté de la production, Hélène Tordjman a montré combien ce modèle est non seulement normalisé et standardisé mais concentré, spécialisé, financiarisé et mondialisé. Pour ce qui concerne la consommation, on peut dire que ce modèle est à la fois massifié et individualisé. Bien qu'il soit, selon certains, à la pointe du modernisme contemporain, ce modèle agro-industriel est de mon point de vue porteur d'un grand conservatisme. Ceci, aussi bien du côté du producteur, de la filière productive dans son ensemble, que du côté du consommateur. Ainsi dans le premier cas, le producteur est engagé dans une course à la taille critique pour acquérir ce que l'on nomme le pouvoir de marché. Conséquence : les leaders de ces filières sont toujours plus gros. Ils fonctionnent comme un club fermé dont l'unique but est la *conservation* des parts de marché. Quant aux consommateurs, ceux-ci sont pressés par le mode de vie du salarié urbain. Ils sont également formatés, pour reprendre le terme de Jean-

Jacques Delmas, tant par des campagnes publicitaires aux budgets mirobolants que par des institutions telles que l'école. Partout où le modèle agro-industriel se développe, les consommateurs présentent des comportements mimétiques. D'après mes estimations, près de la moitié de la population de la planète, soit 3 milliards et demi d'individus, baigne dans ce modèle.

### ***Nous devons imaginer un modèle alternatif***

Je l'ai dit, ce dernier est profondément conservateur, parce qu'il est notamment fondé sur un processus de standardisation et d'industrialisation. Par exemple, il ne repose que sur une dizaine de grandes plantes comestibles et quelques espèces animales dont la production peut être aisément industrialisée. Cependant de lourdes externalités négatives pèsent sur ce modèle en termes de santé publique, d'environnement, de délocalisation et de chômage. Dès lors, ce contexte négatif devrait inciter les acteurs – entrepreneurs et consommateurs – à modifier leurs pratiques, leurs stratégies. S'il est conservateur dans ses caractéristiques, le modèle agro-industriel n'en dispose pas moins d'une faculté d'adaptation, inhérente au capitalisme. Le cas des Pays-Bas, détaillé par Arie Van den Brand en est la parfaite illustration. Les lignes bougent, le modèle évolue. Ce constat ne prévaut cependant pas pour tous les pays. Je serais ainsi bien plus pessimiste sur les capacités d'adaptation de ce modèle dans les pays du Sud. De même on peut craindre que ces changements se heurtent à la résistance des marchés financiers dont la logique est par essence court-termiste et spéculative.

Nous devons donc imaginer un modèle alternatif, qui rompt avec les mouvements néo-conservateurs que j'évoquais précédemment. Ce modèle existe. Il repose sur des innovations telles que l'organisation en réseaux, le partage des ressources, la proximité, la solidarité. Reste que, pour pouvoir prospérer, il va nécessiter de nouveaux modes de gouvernance, plus équilibrés. Au cours de ces journées, nous avons évoqué le poids et le pouvoir considérables des lobbys, notamment financiers. A contrario, certaines initiatives ou démarches restent méconnues faute de "porte-voix". Ainsi en va-t-il, par exemple, de l'APAD dont nous venons d'entendre le témoignage. Cette association

propose des solutions originales, mais si on ne lui donne pas la parole, ces initiatives resteront lettre morte... En définitive, la question fondamentale est bien celle du changement de valeurs et de paradigmes auxquels nous sommes appelés en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle.

### *Food is sexy*

#### **MAA. Arie Van den Brand, une réaction vue des pays d'Europe du Nord ? Quels sont les points de convergence, de divergence ?**

**Arie Van den Brand.** Il est vrai que les pays du Nord sont plus sensibles aux questions environnementales et écologiques que leurs voisins du Sud, quoique ces questions émergent aussi fortement dans ces contrées.

J'aimerais évoquer quatre tendances qui fleurissent aux Pays-Bas. Tout d'abord, depuis 3 ou 4 ans, le regard posé par les urbains sur l'alimentation change : s'alimenter et cuisiner est désormais « *sexy* ». L'association Slow Food, bien implantée aux Pays-Bas, mène plusieurs actions de communication en ce sens, pour que les questions alimentaires occupent le devant de la scène. Elle a ainsi collaboré avec l'équivalent hollandais du CNJA à l'occasion d'une campagne de communication vidéo à destination du grand public. Certes, le CNJA ne partage pas toutes les convictions de Carlo Petrini, le fondateur de Slow Food. Mais ce rapprochement constitue une nouvelle forme de dialogue entre les mondes urbains et ruraux, autour des enjeux agricoles et alimentaires et de la nécessité de maintenir vivant le tissu agricole.

De manière plus générale, le regard sur l'agriculture a lui aussi changé – ce sera mon deuxième point. Il y a de cela cinq ans, les ONG – Greenpeace, les Amis de la Terre et Bird life international – qui ont un poids considérable aux Pays-Bas et auprès des verts européens, étaient très critiques vis-à-vis de l'agriculture et de la PAC. Elles n'en voulaient pas. Désormais, leur discours a changé : il ne s'agit plus de supprimer la PAC et le budget alloué à l'agriculture mais de l'orienter différemment, en mettant l'accent sur la durabilité, l'environnement. Voilà un changement de taille.

Troisièmement, il y a le rapport à la profession elle-même, l'image de l'agriculture et des agriculteurs. Actuellement, le programme télévisé le plus populaire aux Pays-Bas n'est autre que la déclinaison hollandaise de « *l'amour*

*est dans le pré* ». Dans le casting de l'année 2012, l'un des 8 candidats est homosexuel. On peut sourire à l'évocation de ce programme. Reste que, désormais, des agriculteurs homosexuels peuvent chercher des compagnons sur la télé publique là où, auparavant, c'était une chose taboue, cachée.

Pour terminer, j'aimerais aborder la question de la préservation de la biodiversité, et avec elle, celle des biens communs. C'est, je crois, un élément important de ce débat entre modernité et conservatisme. Dans le cadre de la réforme de la PAC et de son verdissement, l'Union européenne réfléchit à la mise en place d'« *Ecological Focus Area* », des zones de préservation de la biodiversité<sup>7</sup>. Mais, comme souvent, ceci passerait par un contrat individuel entre l'UE et l'agriculteur, et non pas par des mécanismes collectifs. Or, aux Pays-Bas, cette question de la préservation de la biodiversité est gérée de manière collective, entre les collectivités locales, la société civile, les agriculteurs ou les coopératives. Un très grand nombre de surfaces cultivées sont impliquées dans ce mode de gestion, dont l'objectif n'est pas seulement de maintenir mais d'accroître la biodiversité des plantes, des animaux, des sols. Dans ce contexte, l'agriculture bio n'est plus aussi marginale que par le passé. Hier, la profession agricole considérait que les agriculteurs bio étaient des gnomes barbus et chevelus. A présent, l'équivalent des CNJA et de la FNSEA regardent cette agriculture comme un laboratoire intéressant. Les savoirs circulent entre les conventionnels et les bio. C'est un élément important.

---

<sup>7</sup> Il s'agit d'une mesure agro-environnementale alors en discussion au Parlement européen, en juillet 2012. Concrètement elle obligerait les agriculteurs à consacrer 7 % de leurs terres agricoles à la préservation de haies, de bocages, de petites mares ou de zones tampons.

---

## DÉBAT

### **Jacques Berthelot, économiste.**

Arie Van den Brand a montré que les agriculteurs néerlandais avaient élargi leur horizon, en intégrant notamment les questions environnementales et de bien-être animal. L'ont-ils également étendu aux pays du Sud ? Je songe notamment aux pays d'Afrique subsaharienne, comme le Kenya, où sont cultivées des fleurs à destination du marché européen. Ces fleurs sont très majoritairement commercialisées par les Pays-Bas, qui détiennent quasiment le monopole de distribution... Dans quelle mesure ces cultures s'inscrivent-elles dans un processus de développement respectueux de l'environnement et des paysans ? Je cite cet exemple mais il en existe d'autres.

### **Arie Van den Brand**

On pourrait citer le cas du vin français en Chine... Il existe une foule d'exemples similaires à celui des fleurs. Personnellement, je ne suis pas contre le commerce. De mon point de vue, le cœur du problème n'est pas là : il réside dans notre capacité à changer de paradigme et à entrer dans l'ère de l'agroécologie. Ceci, aussi bien au Nord qu'au Sud, les sols s'érodent ici comme ailleurs. Au Costa Rica, la culture intensive de l'ananas est responsable de la disparition de 4% de la surface agricole par an ! D'où l'urgence de préserver les écosystèmes et de modifier nos modes de production. C'est un vaste chantier qui nous attend, car d'un point de vue scientifique, nous ne savons pas grand chose de la dynamique des sols. Pour les chercheurs, la tâche est énorme.

Une dernière chose. Nous n'avons pas parlé du gaspillage alimentaire : une boîte de conserve sur cinq finit à la poubelle. Les consommateurs ont aussi une responsabilité.

### **Tomas Garcia Azcarate, fonctionnaire à la Commission européenne.**

Permettez-moi une remarque. Ce matin, j'ai vu la salle enthousiasmée par le témoignage des Producteurs Plaimont partis à la conquête du marché chinois ; hier, j'ai vu la même salle emballée par les circuits-courts...

### **Un participant.**

J'aimerais réagir suite au témoignage de l'APAD, concernant ses difficultés d'extension. « *La norme est l'ennemi de l'innovation* » nous a

dit en substance son représentant. J'ai vécu au Brésil au moment où l'agriculture de conservation a littéralement explosée. Dans ce cadre, je me demande s'il ne serait pas judicieux de revoir cette question des normes environnementales, obligatoires dans le régime de subvention de la PAC. Ceci pour permettre la diversité des expériences et la coexistence de différents systèmes agricoles. Actuellement, on a l'impression que l'Europe est bloquée, qu'on ne sait pas appréhender cette question de la diversité.

### **Jean-Jacques Delmas.**

Ces normes se sont mises en place avec les premiers CTE – les Contrats Territoriaux d'Exploitation – initiés par Jean Glavany<sup>8</sup>. Selon les termes du ministre lui-même, il s'agissait d'une première approche d'une certaine révolution agricole et rurale. Aux CTE, balayés pour *x* raisons, ont succédé les CAD – les Contrats d'agriculture durable – puis, après quelques années de vacuité, les MAE. On peut comprendre que l'Etat ait mis en place un système de normes standardisées, applicables à tous et en tout lieu, pour simplifier les choses. Reste que celles-ci sont inapplicables. Pour s'en convaincre, il suffit d'aller sur le terrain. Prenons par exemple les inscriptions. Chaque agriculteur est censé noter dans un cahier ce qu'il fait, la date à laquelle il a réalisé ses épandages, etc. Tout le monde ment ! Les normes sont balayées car trop étroites, trop difficiles à respecter.

Il faut introduire de la souplesse, revenir à l'échelle régionale ou départementale, pour que chaque territoire puisse définir ses normes en fonction des types de sols, des cultures... C'est à cette condition que l'on empêchera les dérives comme les excès. Certes, cela suppose du travail et de la discipline, mais j'y crois.

### **Un participant.**

Je suis conseiller agricole. Cette fonction a été la grande absente de nos débats alors même qu'elle est à l'interface des différents acteurs. Arie Van den Brand évoquait la co-construction, les actions menées collectivement par les agriculteurs et la société civile. Des professionnels sont dans cet espace de dialogue.

---

<sup>8</sup> Ministre de l'agriculture d'octobre 1998 à février 2002, dans le gouvernement Jospin.

**François Colson, économiste.**

Plusieurs expériences sur des approches écologiques de sciences participatives se développent en ville<sup>9</sup>. Les agriculteurs ne pourraient-ils pas être associés à ce type de dynamique ?

**Léonard Cordier, étudiant à VetAgroSup.**

Deux remarques et une question. François Purseigle a expliqué que le vote des agriculteurs en faveur de l'extrême droite trouvait son origine dans la peur du déclassement. Au risque d'avancer un argument un peu philistin, je voudrais dire qu'il s'agit peut-être tout simplement d'une méconnaissance des programmes. Les agriculteurs qui ont voté pour le Front National ont-ils bien vu que ce dernier proposait d'abonner la politique agricole européenne au profit d'une politique nationale ? Et, le cas échéant, ont-ils envisagé les conséquences économiques d'un tel choix ?

Ma seconde remarque s'adresse à Jean-Jacques Delmas. Je ne suis pas partisan de ceux qui prétendent que l'agriculture biologique peut nourrir l'humanité. Cependant, je serai plus prudent sur la question de la baisse des rendements observée en agriculture biologique, en ce sens que cela dépend grandement des types de cultures. Certains maraîchers montpelliérains cultivent des salades en agriculture biologique avec des rendements à l'hectare comparables à ceux obtenus en conventionnel...

Enfin, il me semble que la question de la pluriactivité n'a pas été abordée. Qu'en penser ? Est-elle moderne ou non ? La précédente commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel avait déclaré, de façon un peu péremptoire, qu'il fallait que les agriculteurs européens s'engagent dans la pluriactivité car l'activité agricole seule n'était plus rentable. Comment la considérer ? Comme la conséquence, en quelque sorte naturelle, d'une agriculture qui n'est plus rémunératrice ou comme une pratique innovante ?

**François Purseigle.**

De mon point de vue, l'explication ne tient pas dans le fait que les agriculteurs n'aient pas lu les programmes, mais bien dans cette réalité : l'Europe ne fait plus valeur chez eux. Ils ont peur du monde, peur de cette Europe qui, hier, les a pourtant portés. On peut en penser ce que l'on veut mais c'est ainsi.

---

<sup>9</sup> On peut citer par exemple les ateliers conduits par certains Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement.

**Jean-Jacques DELMAS.**

Je partage votre remarque concernant les rendements en agriculture biologique et les types de culture. Ceci étant, ce qui abaisse les rendements, c'est l'obligation de conduire des assolements très longs. Sur une parcelle donnée, on ne peut cultiver du blé qu'une année sur six, afin de préserver la matière organique et de limiter le développement des adventices. Il n'en va pas de même en conventionnel, où l'on peut semer du blé plusieurs années de suite.

**Jean-Louis Rastoin.**

La remarque de François Colson est tout à fait pertinente. Nous devons passer des « 3P » aux « 5P ». Comme l'expliquait Arie Van den Brand tout à l'heure, le développement durable repose sur trois piliers : la planète, le peuple, le profit. Il faut en ajouter deux autres : la participation et la pluriactivité. Concernant le premier, on ne peut plus gérer les entreprises et diriger les citoyens comme on le faisait par le passé ; nous devons nous engager dans la voie d'une gouvernance participative. Quant au second, il est effectivement l'avenir de l'agriculture. La revitalisation et le développement rural local passent nécessairement par la pluriactivité.

**Dominique Péliissié, ministre de l'agriculture, ancien DRAAF de Midi-Pyrénées.**

Les agriculteurs vivent une situation particulière. D'un côté, leurs revenus dépendent des primes qui leur sont accordées dans le cadre de la PAC ; de l'autre, avec ce système de prime, nous sommes passés d'une logique d'obligation de résultats à une logique d'obligations de moyens. Autrement dit, nous sommes entrés dans un système extrêmement normatif qui est tout à la fois moderne et conservateur. Par exemple, la mise en place des bandes enherbées dans le cadre de la conditionnalité des aides de la PAC est un véritable progrès. Mais quid de l'innovation ? La question a été maintes fois soulevée au fil des échanges. Tant que l'on persistera à concevoir des politiques publiques centralisées, qui laissent peu de place aux dynamiques collectives, qui ne favorisent pas l'adaptation aux réalités locales, on bloquera l'innovation.

**François Durand, agriculteur.**

Au bout d'une journée et demi de débat, j'avoue être encore perplexe sur ce qu'est être conservateur ou moderne. Tout d'abord, François Purseigle a associé conservatisme et vote en faveur de l'extrême droite, mais il me semble

qu'il existe aussi un conservatisme de gauche. Ainsi, dans les ex-pays du bloc de l'Est, certains regrettent l'époque communiste. Si l'on prend le courant écologiste, on peut opérer le même constat, celui de la co-existence de deux courants, l'un moderniste, l'autre conservateur. Deux tendances qui expliquent le fait que les écologistes aient tant de mal à accorder leurs violons. Finalement, qu'est-ce que cela signifie être conservateur ?

Revenons aux agriculteurs. Il est vrai que le vote des agriculteurs en faveur du Front National a pu paraître paradoxal, ceux-ci n'étant pas concernés par les problèmes de sécurité par exemple. Pour autant, ceux qui votent à l'extrême droite sont-ils nécessairement des conservateurs ? Comprenez : ne peut-on être moderne dans son métier, novateur, et conservateur dans ses idées politiques ? Je ne crois pas qu'être moderne ou conservateur soit une attitude fondamentale de l'être.

#### **François Purseigle.**

Vous avez parfaitement raison : il existe des conservatismes de gauche. Pour autant, je n'ai jamais dit que tous les agriculteurs avaient voté pour le Front National ; ce vote concerne 22% d'entre eux. Or ce chiffre est plus important que par le passé et c'est bien cet accroissement qui interroge, car il révèle un basculement. Jadis, au moment même où les agriculteurs portaient le projet modernisateur, les idées de la Jeunesse agricole catholique, ou pour le dire autrement, les représentations sociales portées par le catholicisme social progressiste, faisaient rempart aux conservateurs et aux idées d'extrême droite. Ce verrou a sauté.

#### **Jean-Pierre Tillon, directeur scientifique des coopératives In Vivo.**

Quelle est la part de la science dans cette modernité agricole ? Je suis très impressionné par les dernières découvertes qu'elles aient trait à la technologie ou à la matière « intelligente ». Nous sommes véritablement à l'orée d'un monde nouveau, dans lequel les lois de la biologie et de la physique se rejoignent. Par exemple, j'ai récemment visité des serres entièrement automatisées où l'on produit 500 tonnes de tomates par hectare, sans aucun impact sur l'environnement. Y a-t-il de la place pour l'artificialisation dans l'agriculture moderne ?

#### **Jean-Louis Rastoin.**

Je répondrai par la négative. Certes, la science, la technologie et le marché nous proposent des modèles très séduisants sur les plans technique et économique. Néanmoins, ils ne répondent nullement aux enjeux sociaux, alors que ces derniers sont considérables. Le premier défi qui se présente à notre porte n'est pas le réchauffement climatique mais l'emploi.

Dans le cadre de l'élaboration de plusieurs scénarios prospectifs sur les modèles alimentaires à l'horizon 2050, j'ai réalisé un calcul très simple. Techniquement et économiquement, 500 000 exploitations agricoles suffisent pour nourrir les 9 milliards d'êtres humains que comptera alors la Terre. Imaginez : 500 000 exploitations à l'échelle du globe. On en recense aujourd'hui 500 millions, ce qui signifie qu'il faudrait diviser leur nombre par 1000 ! Pour transformer la production de ces exploitations, 100 firmes agroalimentaires suffisent. Nous n'en sommes pas loin. Si des points de vue technique et économique, ce monde est possible, est-il pour autant souhaitable socialement ? Espérons que le devenir agricole et alimentaire suscite la même prise de conscience citoyenne et politique qu'aux Pays-Bas. Qui sait, le salut viendra peut-être des Vikings ?

**Retrouver toutes les interventions publiées dans le cadre des 18èmes Controverses européennes de Marciac – *L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ?* » - à cette adresse :**  
[http://www.agrobiosciences.org/articledetail.php?id\\_article=3359](http://www.agrobiosciences.org/articledetail.php?id_article=3359)